



Anne
MESLIAND

Éric
COQUEREL

Marie-Christine
VERGIAT

Jacques
LERICHOMME

L'Europe de la finance, ça suffit ! Place au peuple !

Les politiques d'austérité appliquées de manière autoritaire partout en Europe font l'objet d'un rejet massif des populations. En France, François Hollande a trahi ses engagements et ceux qui lui ont fait confiance en 2012. Il est aujourd'hui l'allié d'Angela Merkel et de la droite européenne, du MEDEF et des marchés.

→ **Le signal des municipales n'a pas été entendu.** Quand le peuple demande des mesures en faveur des salaires, du pouvoir d'achat, de la protection sociale... François Hollande répond en nommant Manuel Valls qui annonce encore plus de cadeaux fiscaux aux entreprises du CAC 40. Cette politique, qui tourne le dos aux engagements et à une véritable politique de gauche, nous mène droit dans le mur.

Les élections européennes du 25 mai seront décisives pour redonner la parole aux citoyens.

Depuis 2005 et notre victoire confisquée contre le Traité constitutionnel européen, nous sommes restés du même côté, celui des peuples. Nous avons su rassembler par delà nos organisations.

Nous avons résisté et travaillé l'alternative politique. C'est ainsi que le Front de gauche est né.

Avec le vote Front de gauche le 25 mai, rompons

- avec les politiques d'austérité menées en France comme dans l'Union européenne,
- avec cette Union européenne ultralibérale qui démantèle les services publics,
- avec une Europe qui bafoue la démocratie et les droits sociaux et qui contourne les souverainetés populaires,
- avec l'Europe de la finance, de la dérégulation, du dumping social et fiscal,
- avec l'Europe du productivisme et du saccage de l'environnement,
- Disons non au Grand Marché Transatlantique !

Le 25 mai, élisons des députés de résistance et changeons le rapport de force à gauche pour dessiner un autre avenir pour la France et pour l'Europe. Un avenir qui se préoccupe enfin des besoins humains.

ROMPRE AVEC CETTE EUROPE-LÀ POUR LA REFOUNDER

Il n'est plus possible de reformer cette Union européenne (UE) qui maltraite les peuples. Il faut rompre avec le système actuel. C'est la condition pour refonder une autre Europe. Notre critique de l'UE et les changements que nous voulons engager ne nous condamnent pas à un

Rompre avec l'UE, machine à crises

La résorption de la dette publique sert aujourd'hui de prétexte à mener des politiques d'austérité drastique. L'objectif clairement affiché est de casser toujours plus l'Etat social. La France n'est pas en état de cessation de paiement : le pays est suffisamment riche pour assumer la dette actuelle. L'euro est une construction politique et historique qui est aujourd'hui au service des marchés financiers. Il n'est plus viable tel quel aujourd'hui. Mais le problème est que Les Etats sont obligés d'emprunter à des banques privées, à des taux qui peuvent aller jusqu'à 10%, les sommes qu'elles ont empruntées à moins de 1% à la Banque centrale européenne (BCE).

Notre méthode : désobéir aux traités

Les traités négociés en secret par les gouvernements et ratifiés sans que les peuples ne soient consultés organisent le dumping social et fiscal, imposent des politiques d'austérité

repli nationaliste. Nous sommes aujourd'hui les seuls défenseurs d'une idée européenne à laquelle les peuples pourraient adhérer car porteuse de progrès humain, social et écologique et de paix.

permanente et excluent les politiques économiques et sociales du débat public et citoyen.

Il faut leur « désobéir ! Et commençons par refuser le pacte dit « de responsabilité ». Le Front de Gauche œuvre pour cela à la convergence des mobilisations et résistances populaires à l'échelle nationale comme européenne. La France, deuxième puissance économique européenne, dispose d'une voix forte dans l'UE. Un changement en France peut montrer l'exemple et entraîner d'autres peuples d'Europe sur la voie de l'alternative.

La France proposerait à nos partenaires des mesures en rupture avec les actuels traités. Elle en prendrait également de manière unilatérale pour promouvoir les échanges et la coopération avec les autres peuples d'Europe qui le voudront. Pour cela, il faut un gouvernement qui mette en œuvre une véritable politique de gauche. Le Front de gauche ambitionne de construire la majorité alternative qui le permettrait.

Cette élection européenne doit en être une étape en plaçant les listes du FDG devant celles de la majorité gouvernementale.

GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE :

LES MULTINATIONALES

ET LA FINANCE AU POUVOIR !

Imaginez un monde sans salaire minimum, sans protection sociale, sans service public, sans garantie, sans statut. Un monde transformé en immense marché, au service de monopoles privés dans tous les domaines. C'est ce que nous prévoit le projet d'accord négocié dans le plus grand secret entre l'Union européenne et Les Etats-Unis.

Ce nouveau traité, extrêmement dangereux pour nos vies quotidiennes, ferait peser une menace sur les règles de santé publique, écologiques, sociales et culturelles en Europe. Il vise à éliminer toutes les barrières douanières et harmoniser vers le bas toutes les règles du commerce, les normes sociales, sanitaires, alimentaires et environnementales.

Toutes les mesures de protection sociale comme le salaire minimum garanti, les précautions sanitaires, la qualité de l'alimentation, les services publics, la création culturelle, la protection des consommateurs, les droits d'auteurs, l'épargne, seraient alignées sur des règles mondiales édictées par les firmes multinationales pour augmenter encore ses marges et ses profits.

Et pour nous imposer les OGM, le bœuf aux hormones, les poulets au chlore, les gaz de

schiste... ou pour s'accaparer toutes nos données personnelles via les géants de l'Internet, ils ont inventé l'outil destructeur de toute souveraineté des Etats, des parlements et même des gouvernements : la création d'un tribunal arbitral privé où les multinationales seront juges et parties.

À l'instar de l'OTAN sur le plan militaire, ce traité est aussi atlantiste. Il suscite la concurrence économique et sociale pour diviser les peuples européens et des Etats-Unis, au seul profit des multinationales et des logiques capitalistes.

C'est très grave ! Voter Front de Gauche, c'est voter non au traité transatlantique. Nos députés-s'engageront à tout faire pour stopper ce coup de force, exiger la transparence des négociations et le débat démocratique.



CONTRE LE DUMPING SOCIAL :

TRAVAILLEURS, PREPAREZ VOS DROITS !

voit une explosion du chômage, une disparition du tissu des PME et main, ce sont des pans entiers de notre économie qui vont subir la même chose, comme le tourisme, le travail temporaire, l'industrie. Pour lutter efficacement contre ce dumping social, une seule solution : l'obligation que le droit du travail du pays d'accueil s'applique entièrement.

La directive sur les travailleurs détachés, de l'aveu même d'un membre de la Commission européenne, vise à « proposer des salariés bon marché » au patronat. Véritable mise en concurrence des salariés, il n'y a même plus besoin de délocaliser dans des pays où les salaires et les charges sont très inférieurs, c'est carrément la main d'œuvre qui vient travailler ici tout en étant rétribuée au salaire du pays d'origine. Une situation qui laisse du pays d'origine du tissu des PME et main, ce sont des pans entiers de notre économie qui vont subir la même chose, comme le tourisme, le travail temporaire, l'industrie. Pour lutter efficacement contre ce dumping social, une seule solution : l'obligation que le droit du travail du pays d'accueil s'applique entièrement.

LA MISE EN CONCURRENCE DES TRAVAILLEURS ? POUR NOUS, C'EST NON !

20 PROPOSITIONS

POUR L'HUMAIN D'ABORD

Sortir de l'emprise de la finance et du chantage à la dette

Sortir de l'emprise de la finance et du chantage à la dette

1 Sortir la dette publique de l'emprise des marchés financiers et prendre des mesures pour son étallement voire son annulation partielle, en finir avec la règle des 3% de déficit.

2 Transformer l'euro en une monnaie au service des peuples et non des marchés financiers.

3 Placer la Banque centrale européenne sous le contrôle démocratique des peuples et lui permettre de prêter directement aux Etats et aux collectivités territoriales à faible taux voire à taux zéro.

4 Instaurer une taxe sur les transactions financières et contrôler les mouvements de capitaux avec interdiction totale des paradis fiscaux.

Sortir du dumping social et du libre-échange

5 Affirmer le principe de non-régression sociale et écologique et définir un cadre européen au droit du travail et à la protection sociale qui soit aligné sur le droit le plus favorable. Aucun pays ne doit se voir imposer des normes européennes inférieures à ses normes nationales.

6 Etablir un Smic européen et tendre vers la réduction du temps de travail, l'égalité salariale femmes/hommes, le droit à la retraite à 60 ans partout...

7 Interdire les licenciements boursiers et donner des pouvoirs d'intervention aux salariés sur les choix des entreprises.

8 Mettre un coup d'arrêt à la

dérégulation des services publics

et à leur ouverture à la concurrence « libre et non faussée ».

Balancer l'activité économique par la transition écologique

9 Mettre en œuvre la planification écologique et le retour des biens communs de l'humanité (eau, énergie...) et des services d'intérêt général dans le cadre d'une gestion publique et démocratique. Instituer la règle verte pour solder la dette écologique pour ne pas consommer davantage de ressources que ce que la Terre peut renouveler chaque année.

10 Développer les énergies renouvelables et proposer les transports ferroviaires et de la voie d'eau pour diminuer drastiquement la production de gaz à effet de serre. Lancer un débat citoyen sur le nucléaire tranché par un référendum.

11 Imposer des visas sociaux et écologiques contre le dumping social et pour permettre la relocalisation de la production et les circuits courts

12 Refonder la Politique agricole commune dans un objectif de sécurité et de souveraineté alimentaire sur la base d'une agriculture non soumise aux logiques productivistes et qui garantisse aux agriculteurs des prix rémunérateurs et aux citoyens une nourriture de qualité, saine et variée et au prix juste.

Restaurer la souveraineté populaire

13 Consulter systématiquement les peuples par référendum sur toutes les grandes décisions européennes et rendre aux parlements nationaux leur compétence budgétaire et les associer aux processus d'élaboration

des lois et des règles européennes.

14 Limiter le pouvoir de toutes les instances antidémocratiques telle que l'actuelle Commission européenne au profit des parlements européen et nationaux.

Une Europe au service de la paix, de l'égalité et de la coopération

15 Rompre avec une Europe dépendante des intérêts géostratégiques américains en mettant un terme à l'allégeance faite à l'Otan et en refusant son bouclier anti-missile.

16 Respecter l'égalité de droits entre tous les citoyens européens et garantir les droits des minorités nationales.

17 Pour en finir avec l'Europe forteresse, l'Europe du repli sur soi, renégocier les accords de Schengen au profit de politiques nouvelles de migrations internationales et de co-développement qui respectent le droit d'asile, le droit à la scolarisation, le droit au travail.

18 Garantir une Europe laïque avec la stricte séparation entre les Eglises et les institutions européennes. Garantir la liberté de conscience et de culte pour tous.

19 Imposer l'égalité des droits des femmes. Défendre leur liberté de choix dans les domaines et leur droit fondamental à l'avortement.

20 Faire de l'Europe un acteur sur la scène internationale au service de la paix, du désarmement multilatéral et qui contribue à la résolution des conflits par la recherche de solutions politiques et non militaires sous l'égide de l'ONU.

NOS CANDIDATS

**FRONT
DE GAUCHE**



Marie-Christine Vergiat

Tête de liste du Front de gauche dans le Sud-Est, députée européenne sortante

2

Avec cette Union européenne qui nous enfonce chaque jour dans la précarité et la régression, nous voulons rompre. Rompre pour refonder l'Europe. Une Europe des peuples, de la solidarité, de la justice et du progrès social, du développement humain, du partage des richesses et des savoirs. Et non pas une Europe du repli sur soi, qui alimente les haines et la peur de l'autre pour mieux masquer, ses erreurs, son obsession du profit pour quelques-uns. Habitants de PACA, de Rhône-Alpes et de Corse, vous pouvez compter sur ma détermination pour continuer de défendre une Europe des droits, de l'égalité et de la citoyenneté.



Éric Coquerel

Secrétaire National du Parti de Gauche
Membre de la coordination nationale du Front de Gauche. Travaille dans le secteur maritime et sportif. Opposant au Traité de Maastricht puis au TCE en 2005, il continuera son combat contre l'Europe libérale au Parlement européen.

3



Anne Mesliand

PCF
Professeure à l'IUT à Aix-en-Provence, syndicaliste, conseillère régionale Front de gauche en PACA

4



Jacques Lerichomme

Ensemble!
Enseignant retraité, syndicaliste. Conseiller régional PACA.

5



Hélène Lecacheux

PG - 13

6



Jérôme Marcuccini

PCF - 38

7



Florence Ciaravola

Ensemble - 06

8



Raphaël Debu

PCF - 69

9



Tifen Ducharne

PG - 73

10



Robert Injey

PCF - 06

11



Monique Nironi

PCF - 83

12



Idir Boumertit

PG - 69

13



Martine Dubois

07

14



Marcel Bernon

PCF - 42

15



Horiya Mekrelouf

07

16



Raphaël Lainé

Ensemble - 69

17



Catherine Laurenti

PG - 83

18



Pierre Trapier

PCF - 26

19



Elisa Martin

PG - 38

20



Frédéric Soula

PCF - 84

21



Annie Anselme

PCF - 74

22



Hervé Bordes

PG - 42

23



Christine Calandra

Ensemble - 42

24



David Emain

PG - 13

25



Katia Philippe

PCF - 01

26



Michel Stefani

PCF - Corse

ILS NOUS SOUTIENNENT

Alexis Tsipras, notre candidat à la présidence de la Commission européenne et leader de Syriza, principale force de la gauche alternative grecque, équivalent du Front de Gauche. Il incarne des choix d'avenir pour une part grandissante de son peuple là où tous ont échoué et ne promettent que le pire.

Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de Gauche à la présidentielle de 2012, député européen sortant.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, sénateur de Paris.

Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble !

Christian Picquet, porte-parole national de Gauche unitaire

